

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP

MAI 2017

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

passé selon la procédure adaptée
en vertu de l'article 27
du décret relatif aux Marchés Publics

RENOVATION ENERGETIQUE DU GROUPE SCOLAIRE DES COURLIS

SICG des COURLIS

5 rue de la maison commune
70300 VILLERS-LES-LUXEUIL

LOT UNIQUE

Chauffage/Ventilation

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1-1. OBJET DU MARCHE - EMLACEMENT	3
1-2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	3
1-3. INTERVENANTS.....	3
1-4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION	4
1-5. CONTROLE DES COUTS DE REVIENT	4
1-6. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
2-1. PIECES PARTICULIERES.....	5
2-2. PIECES GENERALES.....	6
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	6
3-1. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S).....	6
3-2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE.....	7
3-3. VARIATION DANS LES PRIX	9
3-4. MODALITES DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	10
4-1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
4-2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS	10
4-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION - PRIMES D'AVANCE	10
4-4. PENALITES ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXECUTION	11
4-4.4. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	11
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
5-1. RETENUE DE GARANTIE.....	11
5-2. AVANCE FORFAITAIRE.....	12
5-3. AVANCE FACULTATIVE	12
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	12
6-1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	12
6-2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	12
6-3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
6-4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE.	13
ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	13
7-1. PIQUETAGE GENERAL	13
7-2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.....	13
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
8-1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
8-2. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES	14
8-3. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	14
8-4. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	14
8-5. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE.....	15
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	15
9-1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	15
9-2. RECEPTION.....	16
9-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE	16
9-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	16
9-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	16
9-6. DELAI DE GARANTIE	16
9-7. GARANTIES PARTICULIERES	17
9-8. ASSURANCE DE RESPONSABILITE.....	17
ARTICLE 10. RESILIATION	17
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	17

PREAMBULE

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'applique aux marchés de travaux conformément au décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 (J.O. du 30 janvier 1976), modifié par les décrets :

- n° 76-625 du 5 juillet 1976 (J.O. du 11 juillet 1976),
- n° 81-99 du 3 février 1981 (J.O. du 5 février 1981),
- n° 81-271 du 18 mars 1981 (J.O. du 27 mars 1981 et Rectificatif Journal Officiel du 4 avril 1981)
- n° 86-447 du 13 mars 1986 (J.O. du 16 mars 1986),
- n° 91-472 du 14 mai 1991 (J.O. du 17 mai 1991).

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1-1. OBJET DU MARCHE - EMBLACEMENT

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :
La rénovation des installations de chauffage et de ventilation du groupe scolaire des Courlis à Villers-les-Luxeuil.

Lieu de construction de la chaufferie

Dans la chaufferie actuelle du groupe scolaire.

Dispositions générales

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de VILLERS-LES-LUXEUIL jusqu'à ce que celui-ci ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

L'opération de travaux comporte 1 lot désigné ci-après :

Désignation du lot

- Lot unique : Chauffage/Ventilation

1-3. INTERVENANTS

1-3.1. Maître d'ouvrage

SICG LES COURLIS

5 rue de la maison commune

70300 VILLERS-LES-LUXEUIL

☎ : 03.84.94.57.24/ 📠 : 03.84.94.52.73

Courriel : mairie@villers-les-luxeuil.com

Personne responsable du projet : **M. Christophe VALOT - Président**

1-3.2. Assistant à maîtrise d'ouvrage

SIED 70 - Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de la Haute-Saône,

20, avenue des Rives du Lac - 70 000 Vaivre-et-Montoille

☎ : 03 84 77 00 04 - 📠 : 03 84 77 00 01

Courriel : c.chapelle@sied70.fr

Personne responsable du projet : Mme Céline CHAPELLE – Chargée de mission EnR

1-3.3. Maîtrise d'œuvre

BET PEDROCCHI

25 allée de l'île aux moineaux

25000 Besançon

☎ : 06 37 68 87 18

Courriel : pedrocchi@free.fr

Personne responsable du projet : M. Philippe PEDROCCHI

Il est chargé d'une mission « Ingénierie thermique » comprenant :

- – **Les dossiers de consultation des entreprises (DCE)**
- – **L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;**
- – **Le visa des études d'exécution et de synthèse (VISA) ;**
- – **La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;**
- – **L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR).**

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Sans objet.

1-3.6. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.7. Autres intervenants

Sans objet.

1-4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION

Sans objet.

1-5. CONTROLE DES COUTS DE REVIENT

Sans objet.

1-6. DISPOSITIONS GENERALES

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article R 324-4 du Code du travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à cet article tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employé sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du Décret n°2016-360 relatif aux Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

1-6.3. Assurance de responsabilité civile

L'entreprise garantit au maître d'ouvrage que durant le présent marché, elle est titulaire d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pour des dommages corporels ou matériels causés au tiers du fait de l'exécution de son travail.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2-1. PIÈCES PARTICULIÈRES

Lors de la phase de réception des candidatures :

- **l'Acte d'engagement (A.E.),**
- **le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),**
- **les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),**
- **la Décomposition du Prix Forfaitaire et Globale (DPFG),**
- **le Planning prévisionnel d'exécution,**
- **un Mémoire technique méthodologique.**

Le Devis Quantitatifs Estimatifs (DQE) ou la Décomposition du Prix Forfaitaire et Globale (DPFG) n'a de valeur contractuelle que :

- **d'une part, en ce qui concerne l'appréciation de la valeur des ouvrages exécutés, nécessaires au paiement des acomptes,**
- **d'autre part, en ce qui concerne l'application des prix unitaires aux travaux éventuels en plus ou en moins pour ouvrage supplémentaire ou supprimé à la suite de modifications dûment commandé par le maître d'ouvrage**
- **et éventuellement pour les compléments d'information, produits, descriptifs et localisations exigés.**

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, c'est l'Acte d'engagement qui prévaudra, suivi des pièces énumérées ci-dessus, dans l'ordre décroissant.

2-2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;

- **le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;**
- **le CCAG-2009 applicable aux marchés publics de travaux, publié au JO du 1er octobre 2009**

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)

Sans objet.

3-2. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

3-2.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA.

3-2.2. Prestation gratuites

Outre les facilités éventuelles dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application d'un prix global forfaitaire.

3-2.4. Sous détail ou décomposition supplémentaire de prix

Sans objet.

3-2.5. Travaux en régie

Sans objet.

3-2.6. Modalités du règlement des comptes du marché

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.
- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13 du CCAG – Travaux 2009.

3-2.7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le maître d'œuvre.

3-2.8. Approvisionnements

Sans objet.

3-2.9. Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 10-1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

Dépenses d'équipement de chantier

A.1. Prestations extérieures aux bâtiments

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés existants et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, installations de chantier, installations de repli des installations, sont à la charge du présent lot.

Ces dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

A.2. Equipement des bâtiments proprement dits

A.2.1. Cas général

Les installations existantes sont réputées utilisables.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et les installations que les entrepreneurs ne sont pas autorisés à utiliser.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées, chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestation relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

Les sanitaires sont mis à disposition par le Maître d'ouvrage.

L'accueil des entreprises et l'organisation des réunions de chantier se dérouleront dans un local mis à disposition par le maître d'ouvrage.

A.2.2. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier

Les dispositifs de sécurité collective sont à mettre en œuvre.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque, dans la limite des calendriers contractuels.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

A.3. Entretien

A.3.1. Installations existantes, mises à disposition des entreprises

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont à la charge du présent lot.

A.3.2. Installations provisoires mises en place par les entreprises

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1. et A.2. ci dessus, est effectué et pris en charge par l'entreprise qui les a réalisées.

B. Dépenses de fonctionnement

B.1. Dépenses de consommation

B.1.1. Dépenses réalisées à partir des installations existantes mises à la disposition des entreprises par le maître de l'ouvrage.

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies nécessaires aux installations de chantier sont à la charge du maître d'ouvrage.

B.1.2. Dépenses réalisées à partir des installations provisoires mises en place par les entreprises

Les consommations téléphoniques sont mises à la charge des entreprises utilisatrices.

Les dépenses de fluides et d'énergies nécessaires aux épreuves ou essais sont facturées à l'entrepreneur du lot qui a fait l'objet des épreuves ou essais.

Les autres dépenses sont également à la charge du présent lot.

B.2. Dépenses d'exploitation

Ces dépenses (essentiellement nettoyage du bureau de chantier, des installations communes d'hygiène, réparation ou remplacement de fournitures ou parties d'ouvrage détériorées ou détournées lorsque le responsable ne peut être déterminé, gardiennage, etc.) sont à la charge du présent lot.

B.3. Prestations diverses

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état sont exécutés ou pris en charge par chaque entrepreneur des divers corps d'état intéressés.

Chaque entrepreneur a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur ;

L'entrepreneur titulaire du lot assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, conformément à la législation en vigueur ;

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire à la bonne exécution des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître de l'ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés.

C. Compte prorata

Sans objet.

3-3. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Type de variation des prix et modalités

Les prix sont fermes.

3-3.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3-4. MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire joint au projet de décompte la demande de paiement de chaque sous-traitant concerné revêtue de son acceptation ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

De plus, dans le cas de groupement, cette demande de paiement doit être visée par le mandataire du groupement.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution global est stipulé à l'article 3.6. du Règlement de Consultation (délai d'exécution).

Le délai d'exécution global commence à la notification du marché, il comprend la période de préparation définies à l'article 8.1 et le délai d'exécution de travaux.

Le délai d'exécution de travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire du présent lot, en concertation avec l'AMO et le maître d'ouvrage.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution (en particulier en cas d'intempéries).

4-1.3. Horaires

Les prestations sont en principe exécutables du lundi au vendredi inclus sauf les jours fériés.

Elles peuvent être exceptionnellement exécutées le samedi, après accord du maître d'ouvrage, notamment en cas de force majeure ou de quantité importante de travail.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les horaires à tout moment en fonction des impératifs liés à des manifestations ou toute autre raison sans que le prestataire puisse prétendre à une indemnité.

4-2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION PROPRES AUX DIFFERENTS LOTS

Les stipulations du CCAG sont normalement applicables.

Néanmoins, en cas d'intempéries, pour des raisons de sécurité, de protection des supports ou de qualité des prestations, le maître d'ouvrage peut suspendre les opérations sans que l'entreprise ne puisse prétendre à une indemnité ou une rémunération. Les opérations de nettoyage ou de traitement devront être reportées sur les semaines suivantes.

4-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION - PRIMES D'AVANCE

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Le montant des pénalités est fixé à 150 € par jour de retard ou de non intervention.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. PENALITES ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXECUTION

Les dispositions des articles 20.1.1, 20.1.2 et 20.1.3 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution dont :

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- **le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;**
- **les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;**
- **les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.**

4-4.3. Période de préparation

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation et fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

4-4.4. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le mandataire et les maîtres d'œuvre.

En cas d'absence ou de retard excessif à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100,00 €.

4-4.5. Autres pénalités diverses

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Par dérogation à l'article 4-2 du CCAG, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5-2. AVANCE FORFAITAIRE

Une avance forfaitaire est calculée dans les conditions de l'article 110 du Décret relatif aux Marchés Publics, égale à 5% des montants des marchés supérieurs à 50 000 €.

5-3. AVANCE FACULTATIVE

Sans objet.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

6-2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

L'ensemble des déchets créés par les travaux objet du marché seront mis en décharge publique.

6-3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-3.1. Le CCTP définit

Les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise

Quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

La vérification quantitative et qualitative de l'exécution des prestations sera effectuée par le maître d'œuvre, le mandataire et le maître d'ouvrage, qui se réservent la possibilité de réaliser des contrôles inopinés en cours de réalisation des prestations.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage pourra prononcer une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement de la prestation, l'entreprise devra intervenir dans un délai d'une semaine.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que la prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché et qu'elle ne peut être admise en l'état, il prononce une décision de rejet après avoir entendu l'entreprise.

La prestation rejetée fera l'objet d'une minoration de prix au prorata du temps passé sur cette intervention sur la base du compte rendu d'intervention et du prix unitaire de la position du détail estimatif.

6-4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE.

Sans objet.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. PIQUETAGE GENERAL

Aucune stipulation particulière.

7-2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution qui est de 2 semaines.

Il est procédé, au cours de cette période aux opérations suivantes :

- **Par les soins du maître d'œuvre :**
- **Elaboration, après consultation des entreprises du calendrier détaillé d'exécution.**
- **Par les soins du titulaire :**
- **Etablissement et présentation du programme d'exécution des travaux au visa du maître d'ouvrage**, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2ème alinéa de l'article 28-2 du C.C.A.G.

8-2. ETUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

8-3. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employé sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8-4. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Aucune stipulation particulière.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Aucune stipulation particulière.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont mises en place en application des dispositions du Code du Travail.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Aucune stipulation particulière

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Aucune stipulation particulière

8-4.6. Démolition de constructions

Aucune stipulation particulière.

8-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

Aucune stipulation particulière.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Aucune stipulation particulière.

8-4.9. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Aucune stipulation particulière.

8-5. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE

Sans objet

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées et les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP seront assurés par le titulaire de chaque lot sur le chantier ou en interne à l'entreprise.

Les résultats des contrôles internes et externes sont à transmettre au maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours après exécution.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

9.2. RECEPTION

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG,

- **La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant du présent lot;**
- **L'entrepreneur titulaire du lot est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.**

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

9-2.2. Réceptions partielles

Sans objet.

9-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE

Sans objet.

9-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- **le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;**
- **les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;**
- **les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.**

9-6. DELAI DE GARANTIE

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet.

9-8. ASSURANCE DE RESPONSABILITE

9-8.1. Assurance de responsabilité

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants doivent justifier auprès du maître d'œuvre qu'ils sont titulaires :

- **d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommage causés par l'exécution des travaux ;**
- **d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires d'une destruction des ouvrages avant réception ;**
- **d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code civil,**

au moyen d'une attestation en cours de validité portant la mention de l'étendue des garanties.

9-8.2. Assurance des travaux

- **- Tous risques chantiers :**

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de police d'assurance Tous Risques Chantier.

- **- Assurance Dommages-Ouvrage :**

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de police d'assurance Dommages-Ouvrage pour ce chantier.

ARTICLE 10. RESILIATION

En cas de résiliation en cours de travaux, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles 4-3.1., 4-4.3 et 4-4.4 sont dérogatoires.

A VILLERS-LES-LUXEUIL, le
Le Président,
M. Christophe VALOT

 SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE CONSTRUCTION ET DE GESTION
DU GROUPE SCOLAIRE
70300 VILLERS les LUXEUIL

Vu et approuvé le présent Règlement de
consultation,
Etabli par le SICG Les Courlis,
Pour être joint à mon acte d'engagement

A, le

L'entrepreneur